



Un an après le 23^e Congrès du PCF

Que reste-t-il du mot d'ordre d'union à la base ?

Enquête de Nicolas DUVALLOIS

■ «C'est pas à l'Élysée, c'est pas à Matignon, c'est pas dans les salons qu'on obtiendra satisfaction. Il faut lutter, se syndiquer. C-G-T !» Humanité bien visible dans la poche et badge d'élu au revers du veston - il est conseiller municipal en banlieue -, ce militant du PCF a inlassablement lancé le mot d'ordre, dans la courte manifestation pour la défense de la Sécurité Sociale qui a eu lieu le 23 mai à Paris. Il affirme être surpris que l'on puisse considérer ce slogan comme pas très unitaire : «L'unité syndicale, c'est comme l'unité politique, elle doit se faire sur des bases claires. Du point de vue syndical, c'est autour de la lutte ; politiquement, c'est autour d'une volonté réelle de changement. Nous tromperions les travailleurs si nous leur faisons croire que l'unité est possible avec ceux qui ne cherchent qu'à améliorer le régime de Giscard et qui multiplient les déclarations en faveur de l'impérialisme américain». Mais le programme commun, pourtant... «nous avons essayé d'accrocher le PS à la gauche, ce fut un échec». Mais l'union à la base... «il faut bien s'entendre. L'union à la base, ce n'est

pas l'union des militants de base. C'est l'union de tous ceux qui veulent la lutte, qui refusent les manœuvres de la bande des trois, qui dénoncent l'impérialisme américain, etc...» Même s'ils ne sont pas d'accord avec le PCF ? «Oui... encore que... Ça dépend de leurs points de désaccord» L'Afghanistan, par exemple ? «Il y a ceux qui sont trompés par la propagande du pouvoir, et qui petit à petit commencent à comprendre que l'URSS a eu raison d'aller aider les révolutionnaires afghans. Quant aux autres, je ne vois pas ce qu'on pourrait faire en commun avec eux, quand on est pas d'accord sur une question aussi essentielle que les menaces de Carter sur la paix.» L'union à la base, au fond, c'est l'union sur les bases du PCF ? «Puisque c'est l'union pour de réelles transformations démocratiques, et que seul le PC agit pour ces transformations, évidemment».

Court dialogue avec un militant du PCF sur une question importante de l'heure, celle de l'union à la base, une année exactement après le 23^e congrès qui mit largement ce mot d'ordre en avant.

Sans doute faut-il, avant de voir comment le mot d'ordre est aujourd'hui apprécié dans le PCF et à quelle application il a donné lieu, rappeler les conditions dans lesquelles il est apparu, dans le cours de la préparation du 23^e congrès. Il s'agissait tout à la fois de tirer un bilan du programme commun et de tracer de nouvelles perspectives concrètes, de réapprécier de manière critique l'union de la gauche sans pour cela la rejeter catégoriquement. Imputée exclusivement au PS, la rupture de septembre 77 et sa sanction de mars 78 étaient expliquées par une insuffisante «pression des masses» sur les signataires du programme commun, et en premier lieu, bien sûr le mot d'ordre d'union à la base, apparu dès l'automne 78, découlait directement de ce bilan plutôt que de construire quelque chose «par le sommet» (ce qui d'ailleurs était présenté comme impossible), il s'agissait d'avancer «par le bas», dans les luttes à la base, afin de créer les conditions d'une solide union au sommet «le moment venu», selon les termes de Marchais. Pour Robert, enseignant à Paris et alors membre du PCF (il n'a pas repris sa carte cette année), «l'union à la base fut bien accueillie dans le parti, parce que chacun y mettait un peu le contenu qu'il souhaitait. Cela pouvait signifier notamment l'accent mis sur les luttes, qui jusqu'alors avaient été largement subordonnées à l'accord des états-majors. Plus fondamentalement, on pouvait espérer du mot d'ordre d'union à la base l'amorce de la mise sur pied d'organismes unitaires capables de construire une véritable union populaire, active et sans exclusive».

On sait que ce ne fut pas le cas, bien au contraire. Engagé dans un double mouvement de

rééquilibrage de la gauche et de tentative de redressement interne le PCF s'est progressivement refermé sur lui-même, adoptant sur la plupart des problèmes, comme dans sa pratique, des positions qui ne vont pas dans le sens de l'union. Sur le plan international, c'est le rapprochement très sensible avec les thèses soviétiques, que ce soit sur l'Afghanistan ou avec la «rencontre des partis communistes européens» récemment organisée à Paris, avec les soviétiques et les pays de l'est, mais sans les PC espagnol, italien, roumain, yougoslave, etc... Sur le plan interne, c'est la dénonciation de la «bande des trois», plaçant le PS sur le même pied que Giscard et Chirac. C'est le développement du discours «dur», et aussi le développement du thème de la «forteresse assiégée», présentant le PCF comme victime du «complot anti-communiste», ce qui se traduit évidemment par un appel aux militants pour qu'ils fassent bloc et taisent leurs interrogations.

Parallèlement, le thème de l'autogestion, avancé au 23^e Congrès mais surtout dans la période qui l'a suivi, est présenté comme une nouvelle stratégie. Dans un récent numéro de Révolution, Jean Burles va même jusqu'à présenter la «stratégie du socialisme autogestionnaire» comme un élément suffisamment nouveau pour qu'il amène à une réflexion sur l'union de la gauche telle qu'elle a été conçue par le PCF depuis vingt ans. Pour autant, l'idée d'une «union au sommet le moment venu» n'est pas mise sous le boisseau, tandis que Marchais réaffirmait récemment que le PCF «appliquerait la discipline républicaine lors du second tour des élections présidentielles» (après avoir précisé, il est



vrai, qu'il fallait tout faire pour que le candidat communiste arrive en tête de la gauche au premier tour).

«Impasse historique»

Comment, dans ces conditions sensiblement nouvelles, se présente «l'union à la base», et comment est-elle perçue dans le PCF ? Pour Robert, «c'est un leurre, qui a conduit à une impasse historique. L'union à la base pouvait à coup sûr dégager des perspectives nouvelles, s'il s'était agi de créer les conditions d'une alternative politique globale, ancrée sur un fort mouvement populaire et unitaire. Mais que signifie l'union quand on installe des barbelés autour du parti, destinés à empêcher tout échange créateur entre les militants du parti et les autres militants de gauche, comme entre le parti et les masses. Quoi qu'on

en pense, il n'y a que deux manières de parvenir au socialisme : ou bien par l'union de la gauche, ou bien par la révolution. Même après l'abandon de la dictature du prolétariat, on pouvait penser que l'union à la base laissait la voie ouverte à ces deux possibilités. Aujourd'hui, l'union à la base n'est plus possible, et la soi-disant démarche autogestionnaire n'est plus qu'une stratégie en trompe l'œil qui cache une impasse complète. C'est pour cela que j'ai quitté le PCF».

Un premier pas non suivi d'effet

Cette opinion n'est évidemment pas la plus fréquente. Pour autant, les interrogations sont nombreuses, et parfois vives. José, militant au Printemps et adhérent du PCF depuis 1968, explique : «Pour nous, l'idée d'union à la base a été un grand

soulagement. Pendant des années, nous nous sommes battus pour imposer aux socialistes un programme commun, puis pour faire respecter ce programme. Toute notre activité, notre réflexion, et même les luttes ont été subordonnées à cela. Indépendamment de savoir qui porte la responsabilité de la rupture, tu imagines la situation dans laquelle on se trouvait après l'échec. Alors l'union à la base nous redonnait une perspective concrète, tout en répondant à nos interrogations : il avait en effet un caractère autocritique fortement marqué, par rapport à la manière dont nous avions conçu l'union de la gauche auparavant. Pour moi, c'est un pas important qu'a franchi là le parti. Mais c'est après que se sont posés les problèmes, dans la mise en application du mot d'ordre. Évidemment, nous avons réalisé